

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°127 – Mardi 18 avril 2000.

ATTAC TUNISIE

Dans ce numéro

En bref...

ATTAC Tunisie : le sort des militants ATTAC emprisonnés dépend encore et avant tout de nous et de notre mobilisation. Des manifestations sont prévues devant les ambassades de Tunisie. Ecrivez, faxez, envoyez des courriers électroniques : ces actions sont loin d'être anodines. Merci d'avance.
Jose Rainha : l'un des dirigeants du Mouvement des Sans Terre (Brésil) était jugé de nouveau pour un crime qu'il n'avait pas commis. La mobilisation citoyenne brésilienne et internationale a permis son acquittement.
Brèves d'OMC : réforme de fonctionnement et de transparence jugée inutile, emprise de l'agrobusiness aux Etats Unis, etc.
Pétition citoyenne : cela fait un mois que la pétition demandant le contrôle citoyen de l'OMC a été lancée. Celle-ci s'inscrit dans un vaste mouvement international et dans l'agenda des mois à venir. Signez-la.
Impressions de la déléguée irlandaise : au début du mois de mars a eu lieu à Paris une réunion des ATTAC en Europe. Vous trouverez dans cet extrait de l'article original publié en anglais dans la Newsletter d'ATTAC l'état du mouvement sur le continent...

ATTAC Tunisie

RASSEMBLEMENTS LES 19 ET 20 AVRIL DEVANT LES AMBASSADES DE TUNISIE A PARIS, DAKAR, CASABLANCA, MONTREAL, BRUXELLES, GENEVE ET LYON.

RAPPEL : Fathi Chamkhi président du RAID, Mohamed Chourabi membre du RAID et Iheb Heni ont été arrêtés le 8 avril à Soliman (Tunisie) et écroués immédiatement. Après une première comparution sans avocats devant un juge d'instruction ils ont été accusés de :
- diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public,
- diffamation de l'ordre public (spécialité du régime tunisien actuel),
- maintien d'une organisation non reconnue,
- appel aux citoyens à la rébellion et à violer la loi. Ces chefs d'inculpation peuvent leur valoir 13 ans de prison.

La mobilisation internationale a permis une 2ème comparution le samedi 15 avril, à Gombalia, cette fois, avec l'assistance de plusieurs dizaines d'avocats. A cette occasion, Fathi Chamkhi a protesté contre leurs conditions de détention. Cet élément nouveau et une mobilisation inhabituelle autour du Tribunal de Gombalia ont conduit le juge à repousser leur comparution au jeudi 20 avril. La mobilisation internationale doit encore monter d'un cran ! MOBILISEZ-VOUS !

Cette semaine, à Paris, Montréal, Genève, Bruxelles, Casablanca, Dakar et Lyon des rassemblements vont se tenir devant les ambassades de Tunisie.

- A Paris, le mercredi 19 avril à 15h00 devant l'Ambassade (25, rue Barbet de Jouy - 75007 - fax : 01 45 56 02 64 et 01 45 56 02 64),

- A Lyon, le jeudi 20 avril à 11h00 devant le Consulat (14, avenue du Maréchal Foch - 69006)



Mobilisez-vous sur ces rassemblements, et d'ici là, faxez aux ministères de la justice et de l'intérieur tunisiens des courriers (merci d'envoyer copie à mailto: raid.rhone@attac.org) demandant la libération immédiate de Fathi Chamkhi, Mohamed Chourabi et Iheb Heni, l'arrêt total des poursuites à leur encontre, la légalisation du RAID et l'arrêt des persécutions envers ses adhérents notamment envers le journaliste Taoufik Ben Brik en grève de la faim depuis le 3 avril dernier.

Jean-Luc Cipière coordonateur Attac France Maghreb

Ministre de l'intérieur : M. Abdallah Kallel
Ministère de l'intérieur Avenue Habib Bourguiba
1001 Tunis - Fax: 00216-1-340.888
mint@ministeres.tn

Ministre de la justice : M. Béchir Takkari
Ministère de la justice 31 Boulevard Bab Bnet
1006 Tunis - Fax : 00216-1-568.106
mju@ministeres.tn

Plus d'informations : Courriel d'information n°126.

Jose Rainha

Je voudrais remercier et informer tous ceux qui ont soutenu José Rainha, par leurs lettres et leurs courriers électroniques, et leur donner la bonne nouvelle : José Rainha est acquitté depuis le soir du 5 avril. Vous trouverez ici un large résumé des évènements.

José Rainha Jr est l'un des dirigeants du MST le Mouvement des Travailleurs ruraux Sans Terre (Brésil). Il était jugé ce 3 avril pour la deuxième fois pour un crime qu'il n'avait pas commis.

Le crime ayant eu lieu le 5 juin 1989, José Rainha est condamné à 26 ans et 6 mois de prison en juin 1997. Il était accusé d'être co-auteur du meurtre d'un propriétaire terrien et d'un policier, alors qu'il n'était pas présent à l'endroit du crime. Mais la loi brésilienne prévoit la possibilité d'un nouveau jugement si la condamnation dépasse les 20 années de prison. Un nouveau procès a donc été prévu pour le 13 décembre 99, et reporté au 3 avril 2000.

Tous ceux qui étaient présents au premier procès ont été témoins des pressions exercées par les "fazendeiros" (propriétaires terriens) de la région sur les jurés. Parmi les 7 jurés, 4 étaient disposés d'avance à faire condamner Rainha et une d'entre eux était même mariée avec le président du syndicat des "fazendeiros", ce qui était pour le moins curieux.

Qui est José Rainha Jr ?

Rainha est fils de « sans-terre » .Il est né en 1960 dans l'état de Espirito Santo au Brésil. A 7 ans déjà il est obligé de travailler et n'a jamais pu fréquenter l'école. Il a appris seul à lire et à écrire. En 1974 il participa à l'organisation des Communautés Ecclésiastiques de Base (CEB) et plus tard devint l'un de ses dirigeants. Il participa à la fondation de la CUT, la Centrale Unique des Travailleurs ainsi qu'à celle du PT, le Parti des Travailleurs, en 1980, alors que la dictature sévissait encore au Brésil. En 1985 il aida à fonder le MST, dont il est actuellement l'un des dirigeants. Tous ceux qui le connaissent admirent son intégrité éthique et morale. Du reste de nombreux "fazendeiros" et de politiciens ont manifesté leur admiration pour la manière pondérée avec laquelle il conduit les négociations lors des conflits agraires.

Il ne faut pas oublier que jamais aucun gouvernement brésilien n'a affronté le problème de la réforme agraire avec justice et courage. Depuis la "Loi des Terres" en 1850, en passant par le "statut de la terre" pendant la dictature (1964 -1985), pour finir par les quelques familles de « sans-terres » installées par le gouvernement de FH Cardoso, la situation de la réforme agraire n'a pas beaucoup évolué. Il suffit de savoir que 1% des propriétaires ruraux sont maîtres de 44% des terres productives du Brésil. En d'autres mots près de 40.000 propriétaires contrôlent plus de 400 millions d'hectares.

Alors que FH Cardoso installait quelques familles de travailleurs sans terre, 400.000 agriculteurs ont été jetés sur les routes ces 5 dernières années pour non paiement des intérêts sur leurs prêts (taux d'intérêt : 12% par mois), ou pour cause de construction de barrage ou d'expansion des grandes propriétés. Moins de 20% des moyens prévus pour le crédit rural sont distribués entre les 513 mille petits propriétaires, alors que 4.000 grands propriétaires bénéficient de 60% du montant des crédits disponibles.

Il y a actuellement 4 millions 800 mille familles sans terre au Brésil et le drame c'est que non seulement ces agriculteurs n'ont pas de travail, mais sont obligés de s'installer avec leurs femmes et leurs enfants le long des routes sous des tentes de fortune faites de toiles et de sacs en plastique. Ils résistent au spectre des favelas et refusent de s'installer dans les villes, dans les



favelas, où ils seraient sans revenus et dont ils subiraient la violence. Mais trop souvent, lorsqu'ils décident d'envahir une propriété abandonnée par son propriétaire, ils en sont éjectés par la police militaire avec force et violence. Ce qui est encore plus grave, c'est que certains "fazendeiros" engagent des tueurs à gage qui ne se gênent pas pour tuer. Depuis 1985, mille cent soixante sept (1.167) travailleurs sans terre ont ainsi été assassinés. Les crimes perpétrés par la Police Militaire à Corumbiara et Eldorado de Carajas sont restés impunis malgré les procès. Et dans l'état du Parana, ces derniers mois, la terreur règne dans les zones rurales.

1er Jour

Le lundi 3 avril a commencé le nouveau procès de José Rainha dans la capitale de l'Etat du Espirito Santo, Vitoria. Cinq mille personnes de toutes les régions du Brésil sont déjà à Vitoria depuis dimanche pour exiger pacifiquement un procès équitable. Joao Pedro Stédile, dirigeant du MST et Luis Inacio "Lula" da Silva, président d'honneur du PT ont été empêchés d'assister à cette première journée du procès parce qu'ils ne portaient pas de cravate et de veston! Manière habituelle utilisée afin de mépriser certaines personnes, une sorte de lutte des classes à la brésilienne.

2ème Jour

Ce jour a été marqué par les dépositions des témoins de l'accusation. Lors de sa première déposition en 1990, le témoin qui avait décrit Rainha comme étant un homme plus ou moins gros, au visage gros, portant barbe et sans moustache, s'est récusé et a nié cette première description tout en affirmant avoir transporté Rainha en camion jusqu'à la "Fazenda" où a eu lieu le meurtre. D'après lui Rainha était présent le jour du crime. En pleurant, ce témoin a dit qu'il avait reçu six menaces de mort contre lui et ses enfants.

Des irrégularités ont amené la défense à menacer le tribunal d'une demande d'annulation du procès: après sa déposition, ce premier témoin s'est retrouvé dans la même salle avec deux autres témoins de l'accusation qui attendaient de faire leur déposition et ceci pendant au moins une demi-heure, ce qui est tout à fait interdit. D'autre part, les jurés qui étaient censés rester au tribunal jusqu'à la fin du procès, ont été transférés le soir dans un hôtel, ce qui est également interdit, afin d'éviter que les jurés ne communiquent avec l'extérieur par téléphone ou n'aient accès à des journaux ou d'autres moyens de communication.

D'autres irrégularités, pour le moins curieuses : trois des juges se sont permis d'intervenir lors des questions posées par les jurés aux témoins en répondant à leur place. De plus, lorsque la défense demanda au tribunal de pouvoir poser des questions directement aux témoins, cela lui a été refusé.

Le soir c'était au tour de la défense de produire les témoins qui tous ont affirmé avoir rencontré Rainha le jour du meurtre, mais à mille kilomètres de l'endroit où a eu lieu le crime dont il est accusé.

3ème Jour

Durant ces 3 jours le procès avait un ton particulièrement politique, dû au rappel constant de l'appartenance de Rainha au MST (Mouvement des Sans Terre). Un assistant de l'accusation a traité José Rainha de "Hitler Brésilien" parce qu'il "incitait au crime" et qu'il mettait en risque la "tranquillité de la nation". "L'acquittement de cet homme est un danger pour notre pays". Un autre assistant de l'accusation a déclaré : "si Rainha est condamné, il sera certainement gracié par le président de la république à cause des pressions internationales. Là où il (Rainha) va, coulent des flots de sang, le MST utilise des méthodes de guérilla. Le libérer, c'est légitimer l'invasion des terres dans le pays". Une des représentantes du Ministère public (donc de l'accusation) déclara: "être (grand) propriétaire terrien dans ce pays n'est pas un crime. Pourquoi ne pourrions-nous avoir des terres" ?

Une autre irrégularité :Un homme, frère d'un des assistants de l'accusation, fit irruption dans le tribunal en traitant Rainha "d'assassin" alors que la défense terminait son plaidoyer.

Après 3 jours de procès, José Rainha Jr est finalement acquitté par 4 voix contre 3. Le Ministère Public a pourtant décidé d'introduire une demande d'annulation du verdict pour cause d'irrégularités. Ces irrégularités qui justement ont été provoquées par l'accusation.

La déclaration de José Rainha après le procès : "Je vais enfin retourner à une vie normale, c'est à dire travailler et organiser les pauvres de ce pays. Cet acquittement est la victoire du mouvement sans terre, des travailleurs, de la société organisée. J'ai toujours tenté de faire instaurer la réforme agraire pour défendre la vie. La vie de ce peuple, humble, pauvre et

misérable. Il faut transformer ces structures pourries. Je vais parcourir le Brésil comme tout militant, tout compagnon, afin d'organiser les travailleurs et prouver que le Brésil peut changer et que la réforme agraire peut être faite sans la violence à laquelle on l'assimile dans les villes et qui est jetée contre notre peuple".

Greta van den Bempt, correspondante du Grain de sable à Porto Alegre (Brésil) greta@attac.org
Article précédent : Courriel n°121 – Appel à mobilisation internationale

Brèves d'OMC

Le Conseil Général de l'OMC a tenu une réunion informelle le 28/03 portant sur la révision de sa transparence interne. En clair, comment améliorer ou modifier les méthodes de prises de décision à la lumière de l'échec de Seattle. Le point de vue dominant est que le système actuel n'a pas besoin d'une réforme radicale. S'il y a eu échec, cela tenait plus à des problèmes de fonds qu'à de procédures internes. Le désir était cependant manifeste d'améliorer les méthodes de travail mais sans qu'un accord se dégage sur les mécanismes permettant d'obtenir un consensus sur ce point.

Concernant la transparence vers l'extérieur notamment par l'amélioration des échanges d'informations entre l'OMC et les ONG, les USA ont déclaré que l'OMC n'est pas encore « un produit que l'on peut vendre » au public en général. Les autres Etats membres (notamment le Mexique, le Pakistan et l'Egypte) estiment que l'OMC dans sa forme actuelle est suffisamment structurée pour autoriser des niveaux appropriés de transparence externe. On retrouve donc les mêmes divergences que celles qui s'étaient manifestées sur le même sujet le 29 Février dernier.

Concernant les délégations des pays les plus pauvres n'ayant pas de délégué permanent à Genève (soit 28 Pays et 9 observateurs de pays n'ayant pas encore adhéré), M.Moore prévoit la tenue d'une Semaine de conférence à Genève pour les tenir informées sur les travaux en cours.

Les experts africains et asiatiques sur le commerce agricole ont rappelé que l'Accord sur l'Agriculture désavantageait les Pays en Voie de Développement (PVD) : alors qu'il est destiné principalement à réduire les subventions agricoles des pays développés, cet accord a pour effet de démanteler les subventions des pays du Sud. Selon Martin Khor l'abaissement des droits de douane et la réduction si légère soit-elle de fourniture alimentaire dans les PVD est une menace pour l'existence des petits fermiers.

José Bové et F.Dufour ont annoncé le lancement d'un observatoire de l'OMC destiné à exercer« un contrôle démocratique » sur l'organisation,.(La "Global Citizen's Initiative" qui devrait voir le jour en Juin prochain). Il surveillera les travaux de l'OMC en matière agricole, sociale, environnementale et de consommation. Le réseau associera des juristes, économistes et des spécialistes de la finance.

2.500 fermiers, éleveurs et propriétaires d'entreprises rurales US se sont rendus à Washington les 20 et 21 Mars pour un "Rally de l'Amérique Rurale". Ils ont appelé le Congrès à réformer la loi de 96 qui a libéralisé l'agriculture US et ont demandé à bénéficier plus largement des revenus agricoles (en chute de près de 38 % depuis 80). Ils ont mis en garde contre la prise de contrôle de plus en plus importante des firmes transnationales de l'agrobusiness sur l'offre alimentaire. Ils ont notamment demandé la mise en place d'une législation anti-trust afin que le Ministère US de l'Agriculture puissent mieux contrôler les fusions et acquisitions dans l'agrobusiness.

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». omc.marseille@attac.org

Pétition citoyenne

Il y a un mois, le 17 mars, était lancée une pétition pour demander le contrôle citoyen de l'OMC à l'instigation d'ATTAC, de la CCC-OMC et de la Confédération paysanne. Cette pétition imprimée circule dans les groupes locaux un peu partout en France. 1 700 personnes ont choisi de la signer en ligne. Si ce n'est déjà fait http://www.local.attac.org/petition/

Cette pétition s'inscrit dans un vaste mouvement international. Ainsi Public Citizen (l'organisation américaine fondée par Ralph Nader) coordonne une pétition internationale ouverte aux organisations seulement « WTO – shrink or sink ». Ainsi depuis le 09 avril des milliers de manifestants à Washington manifestent contre les politiques de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International.

« Aujourd'hui nous envoyons un message fort et clair à ces institutions irresponsables. Nous leur disons que nous les tenons directement responsables pour la destruction des vies des populations pauvres dans le monde faite au nom de la globalisation » affirmait Chloé Frommer (Mobilization for Global Justice). Malgré la



mobilisation policière, leurs exactions (une requête a été déposée devant la Cour Fédérale pour violation des Droits constitutionnels par des organisations civiles), dont nous évoquions la préparation dans le Courriel n°123, malgré les compte-rendus partiaux et partiels diffusés sur les chaînes de télévision ce week-end en France, les manifestants dans la rue ou dans des conférences, des tables-rondes, des réunions, entendent comprendre et affirmer leur solidarité pacifiquement. Solidarité internationale encore, dans les rues de Paris et devant les fenêtres du Club de Paris qui se réunissait le 12 avril dans la capitale française : la manifestation proposait l annulation de toute la dette des pays endettés.

Cette pétition construit l avenir. D abord celui de nos rencontres. Internationalement à Genève fin Juin pour nous (organisations et syndicats du Sud et du Nord) permettre de proposer ensemble. Elle s articule donc avec le sommet parallèle des ONG et syndicats qui débutera le 21 juin pour donner une assise citoyenne aux discussions autour de l architecture internationale des échanges commerciaux. Il est donc important que chacun s exprime avant que nous en discutions.

Cette pétition informe et alerte. Les différents articles parus dans le Courriel montrent que le « problème OMC » est loin d être achevé. L organisation est toujours au travail et cherche le moyen de continuer à l identique. Une manifestation est prévue à Genève le 25 juin devant l OMC, une autre à Millau les 30 juin et 1 juillet auxquelles nous participerons. Il faut avant d y aller savoir pourquoi nous serons là.

« Nous sommes debout, ici, en solidarité avec les milliards de personnes qui demandent de reprendre le contrôle de leur vie » déclarait Chloé Frommer à Washington. Faisons donc de cette pétition une première action préparant les prochaines rencontres.

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Impressions de la déléguée irlandaise.

J'étais particulièrement heureuse de venir à Paris représenter l'Irlande à la réunion "ATTAC" du 4 mars et de rencontrer nos collègues européens, d'abord pour pouvoir mettre un visage sur des noms familiers et ensuite pour rencontrer de nouveaux amis avec lesquels nous n'étions pas encore en relation.

Bien sûr, comme l'avait dit Bernard Cassen, j'étais "consciente de la nécessité d'organiser et d'améliorer la coordination en Europe des mouvements qui luttent contre les effets négatifs de la globalisation néolibérale et veulent y trouver des alternatives". Mais une des choses qui nous avaient attirées vers ATTAC était cet appel à nous réapproprier, tous ensemble, l'avenir du monde et j'attendais beaucoup de ce "tous ensemble". Je dois dire que je n'ai pas été déçue. Bien que je sois venue seule de Dublin, je ne me suis jamais sentie seule à Paris. (...)

En Allemagne , environ cinquante organisations sont en train de créer un réseau pour le contrôle démocratique des transactions financières. Ces organisations incluent entre autres : "Économie Mondiale Écologie et Développement" (WEED) ,"Pax Christi", "Kairos" et "Share". deutschland@attac.org

En Autriche, pour le moment, la controverse sur le parti de Jörg Haider rejette dans l'ombre tous les autres sujets mais constitue cependant une occasion de mettre en lumière le lien entre fascisme et néolibéralisme. La question des privatisations a été sélectionnée comme thème de discussion susceptible de mobiliser les autrichiens.

La Belgique s'est révélée particulièrement dynamique avec plusieurs groupes ATTAC dont quatre ayant leur origine dans des universités. Le mouvement est conduit par des militants locaux qui privilégient un travail de proximité comme par exemple des stands d'information dans les marchés. belgium@attac.org

En Espagne, différents groupes sont en train de se constituer et l'on espère qu'ATTAC Espagne sera bientôt fondé. madrid@attac.org pour le moment.

En Grèce, l'intérêt est plutôt centré sur la Taxe Tobin, bien que les journalistes financiers y soient généralement hostiles. Étant donné la proximité des élections législatives, le mouvement s'efforce d'éviter d'être trop étroitement associé à un quelconque parti politique bien qu'en Grèce, politique et activisme sont traditionnellement liés. hellas@attac.org

En Irlande, alors que nous travaillons avec d'autres ONG sur des thèmes comme l'opposition à l'OMC, nous sommes principalement un groupe citoyen et notre activité spécifique porte sur la Taxe Tobin. Nous produisons un bulletin et avons notre propre site sur la Toile. ireland@attac.org

Le but d'ATTAC Italie a été présenté comme partie intégrante d'autres campagnes



constituant ainsi une espèce d organisation ombrelle

J'ai été particulièrement séduite par le "cran" d'ATTAC Luxembourg ! Je pensais que nous avions du culot en Irlande !... jusqu'à ce que je les rencontre !... Imaginez ce que cela peut représenter de promouvoir la Taxe Tobin dans un pays sans universités mais avec 300 banques ! Évidemment aucun syndicat n'a encore rejoint le mouvement et le défi le plus grand pour le groupe sera de proposer des alternatives aux activités financières du pays. Aucunement intimidés, ils continuent leur travail pédagogique par une présence assidue dans les rues et les médias. Chapeau !

Vidar Rekve qui a créé le site norvégien et produit le bulletin ATTAC pour la Norvège, fit ressortir que la Norvège commence seulement à prendre conscience des implications sociales du néolibéralisme. Pour l'instant deux réseaux norvégiens se sont attaqués à ces problèmes : " Campagne en faveur de l'état social " et " Réseau contre le pouvoir des " Marchés " "qui regroupe environ une trentaine d'organisations. informasjonen@attac.org

Le groupe ATTAC Pays Bas a tenu sa première réunion en novembre. Il regroupe des gens qui appartiennent à des ONG ou à des Universités et concentre son action sur les questions de taxation, de libéralisation des flux de capitaux, de responsabilité des actionnaires des sociétés .

Au Portugal, ATTAC regroupe des syndicats, des mouvements catholiques et culturels, ainsi que des militants individuels. Il est particulièrement actif et multiplie les réunions dans les écoles et les universités, les articles dans les journaux, les rencontres avec les représentants du secteur public. Il a en préparation un sommet alternatif sur l'emploi et un site ATTAC en portugais sur la Toile. Ce groupe s'efforce de faire ressortir les liens entre les divers problèmes dus au projet néolibéral. portugal@attac.org

Au Royaume Uni il n'y a pas de groupe ATTAC à proprement parler, bien que la Grande Bretagne soit la patrie par excellence du néolibéralisme. Toutefois, de nombreux groupes sont actifs dans des secteurs limités à un problème unique: "Jubilé 2000" sur la dette du Tiers-Monde, "War on Want" ("lutte contre la misère") sur la Taxe Tobin ou enfin le "Réseau Anti-globalisation".

En Suède, pourtant un pays de solide tradition socialiste, il y a eu un démantèlement sournois du Service Public masqué par le progrès des valeurs américaines dans les médias. Une réaction se fait cependant jour au niveau des syndicats. sverige@attac.org

La Suisse, qui est le siège de tant de banques, compagnies d'assurances et multinationales, est aussi le siège de nombreux groupes ATTAC. ATTAC est présent dans tous les cantons de la Fédération et très actif dans des domaines aussi variés que : la Taxation du capital, l'action anti-OMC, les privatisation, l'abolition de la dette sud-africaine, les fonds de pension, la condition de la femme ou la campagne contre la fermeture des bureaux de poste locaux. suisse@attac.org ou schweiz@attac.org

Harlem Désir, membre du Parlement Européen, présenta les trois groupes qui y travaillent sur des "questions (soulevées par) ATTAC". Un groupe travaille sur l'OMC, un autre sur la spéculation financière et le troisième, qui est un véritable un groupe ATTAC, est basé à Strasbourg.

Christophe Aguiton fit le point de la situation après Seattle, faisant ressortir que l'échec de la réunion ministérielle de l OMC avait une signification plus grande que celui de l'AMI et que le rôle que les mouvements sociaux ont joué dans cette défaite nous donne désormais davantage de responsabilités. Le climat de l'opinion a changé, de même que l'état d'esprit des pays en développement, ainsi que cela ressort de la dixième Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED X). Des questions ont été posées sur la réforme et même l'abolition des Institutions Internationales. Les problèmes sociaux et de l'environnement ne peuvent plus désormais être ignorés.

Devant ce changement de climat, le défi consiste pour nous tous à coordonner nos actions et, en premier lieu, à cerner les points qui nous unissent : refus des inégalités, protection de l'environnement, défense de la démocratie. Il nous faut définir le type de relations que nous voulons établir avec les ONG, les mouvements sociaux et les syndicats.

La discussion fut alors ouverte aux participants, débouchant sur large échange de choix et d'opinions. (...)

Claudine, ATTAC- ireland@attac.org
Extrait de l article paru dans ATTAC Newsletter n°24 (15 mars) « Impressions of the Irish delegate. »
Traduction Stan Gir. Traducteur bénévole coorditrad@attac.org



Les différents sites d'ATTAC dans le monde : http://attac.org/
Annuaire de tous les contacts ATTAC dans le monde : http://attac.org/fra/annu/

Plus d'informations : secrétariat international attacint@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale>

- Mardi : Mercredi : PARIS 11 – ST NAZAIRE – NOISIEL – AMBERIEU EN BUGEY – BREST – PARIS 14
- Mercredi : PAU – PARIS 11 – NANTES – MANTES LA JOLIE – PARIS 13
- Jeudi : CONFLANS STE HONORINE – ROUEN – PARIS 11 – UNIVERSITE PARIS X NANTERRE – COORDINATION ETUDIANTE ILE DE FRANCE
- Vendredi : SAINT PIERRE – BEAUMONT SUR OISE